

(A)

( N° 129. )

# Chambre des Représentants.

SESSION DE 1856 — 1857.

## COMMISSION DES PÉTITIONS.

### FEUILLETON N° 14.

#### I. — PROMPTS RAPPORTS

pour la séance du vendredi 20 mars 1857.

M. VANDER DONCKT, *rapporteur.*

Numéros du Feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	
1.	11142.	Par pétition datée de Charleroi, le 6 février 1857,
	11167.	Le sieur Dupont demande la révision de la loi du 5 janvier 1844, sur le sel.
		Par 130 pétitions, plusieurs sauniers font la même demande. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
2.	11268.	Par pétition datée de Blankenberghe, le 12 mars 1857,
		Le conseil communal de Blankenberghe demande la création d'un port de refuge dans cette ville. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

#### II. — RAPPORTS ORDINAIRES.

M. JULLIOT, *1<sup>er</sup> rapporteur.*

3.	10888.	Par pétition datée d'Oreye, le 14 décembre 1856,
	11041.	Plusieurs habitants d'Oreye prient la Chambre d'accorder au sieur Delstanche la concession d'un chemin de fer de Lutre à Maestricht.
	11104.	Même demande des membres du conseil communal et d'habitants de Lens-sur-Geer, et des administrations communales de Pousset et d'Avin. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

4. 10935. Par pétition datée de Lasoye, le 23 décembre 1856,  
Le sieur Henry demande un traité de commerce avec le Zollverein. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres des Affaires Étrangères et des Finances, avec demande d'explications.
5. 10967. Par pétition datée de Tongres, le 7 janvier 1857,  
La veuve Lebois réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le payement d'un arriéré de traitement dû à son mari. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics, avec demande d'explications.

M. VANDER DONCKT, 2<sup>ne</sup> rapporteur.

6. 11174. Par pétition datée de Grammont, le 17 février 1857,  
11165. Des notaires et candidats notaires dans l'arrondissement d'Audenarde demandent une loi qui déclare incompatibles les fonctions de notaire avec celles de bourgmestre, d'échevin ou de secrétaire communal.  
Même demande de propriétaires et cultivateurs dans l'arrondissement d'Audenarde. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur et de la Justice.
7. 11182. Par pétition datée de Lessines, le 9 février 1857,  
11179. Des habitants du canton de Lessines demandent l'unité  
11199. de ressort pour les notaires.  
Même demande du conseil communal de Saffelaere, des membres du conseil communal et d'habitants d'Erwetegem. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
8. 10777. Par pétition datée de Bruxelles, le 20 novembre 1856,  
Le sieur Raimon, ancien commandant de Bouillon, décoré de la Croix de fer, demande qu'une loi autorise le Gouvernement à lui accorder la pension d'officier supérieur. — Concl. — Ordre du jour.
9. 11198. Par pétition datée d'Eecke, le 15 février 1857,  
Des habitants d'Eecke demandent une loi qui exempte des droits de timbre, d'enregistrement et de greffe, des actes relatifs à l'expulsion de certains locataires. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
10. 10520. Par pétition datée de Namur, le 16 avril 1856,  
Le sieur Woyard demande la révision de la loi concernant l'expulsion de certains locataires. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

11. 11206. Par pétition datée de Lichtaert, le 1<sup>er</sup> mars 1857,  
11284. La veuve Eggers-Peeters demande que les meuniers  
11191. puissent continuer à faire usage de balances romaines.  
Même demande de meuniers à Casterlé, dans l'arron-  
dissement de Malines et le canton de Puers. — Concl. —  
Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
12. 11129. Par pétition datée de Charleroi, le 12 janvier 1857,  
Des habitants de Chatelineau, Farciennes, Forchies-la-  
Marche, Gilly, Jumet, Marchiennes-au-Pont, Monceau-  
sur-Sambre, Mont-sur-Marchiennes et Pont-de-Loup,  
prient la Chambre d'autoriser le Gouvernement à admettre,  
au moins temporairement, l'or français dans les caisses  
publiques. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des  
Finances.
13. 11161. Par pétition datée de Seraing, le 16 février 1857,  
Le sieur Iweins demande que les commissaires de po-  
lice et notamment ceux qui remplissent les fonctions du  
ministère public près des tribunaux de simple police,  
soient admis à participer à une caisse de retraite. —  
Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

